



## LETTRE D'INFORMATION DE LA DGI

### Droits de l'Homme et Etat de Droit

(n° 04-22, avril 2022)

Suivez la DGI également sur les pages internet [DG1 portal](#) et [COVID-19 webpage](#) ainsi que sur les réseaux sociaux :



## Commission de Venise

En avril 2022, la Commission a reçu des demandes d'avis pour les pays suivants :

- **Mongolie** – Projet de loi sur les partis politiques – OSCE/BIDDH - 06/04/2022 (avis conjoint) ;
- **Turquie** - Amendements à la loi électorale – Commission de suivi de l'APCE – 01/04/2022 ;
- **Tunisie** - Décret-loi N°22 du 22 avril 2022 modifiant et complétant la loi organique sur l'Instance Supérieure Electorale Indépendante (ISIE) - Délégation de l'UE en Tunisie 27/04/2022 (avis urgent).

Dans le cadre de la préparation du projet d'avis sur le projet de loi modifiant le décret législatif n° 150/1983 sur l'organisation du pouvoir judiciaire au **Liban**, la Commission a tenu une série de réunions (Beyrouth, 26-27/04/2022).

La Commission a organisé une conférence internationale au **Kazakhstan** sur « Les aspects constitutionnels et internationaux du maintien de l'Etat de droit » (hybride, 22/04/2022)

La Commission a pris part aux activités suivantes :

- **Serbie** - Élections présidentielles et législatives anticipées – Assistance juridique à la mission d'observation électorale de l'APCE - 01-04/04/2022
- **Suisse** - Liberté d'expression dans la parole politique – Conférence internationale, 28-29/04/2022

La Présidente et la Secrétaire de la Commission ont tenu une série de réunions avec les autorités tunisiennes, y compris le Président de la **Tunisie** (Tunis, 31/3 – 01/04 2022).

## CPT

Le 20 avril, le Président du CPT a tenu un échange de vues avec les Délégués des Ministres, et, le 21 avril, le CPT a publié le [31e rapport général annuel d'activités \(2021\)](#).

Le CPT a effectué une visite périodique en [Pologne](#) du 21 mars au 1er avril, et une visite périodique en [Italie](#) du 28 mars au 8 avril.

En outre, le Comité a publié deux rapports de visite, à savoir sur la visite ad hoc 2021 en [Roumanie](#) (le 14 avril), ainsi que la réponse des autorités, et sur la visite ad hoc 2021 en [Albanie](#) (le 26 avril).

## Activités normatives en matière de droits de l'homme, justice et coopération juridique

### Coopération intergouvernementale en matière de droits de l'homme

Le *Groupe de rédaction du CDDH sur le traitement et la résolution efficaces d'affaires concernant des conflits interétatiques (DH-SYSC-IV)*, lors de sa 5<sup>e</sup> réunion du 5 au 7 avril, a approuvé les éléments d'un rapport au Comité des Ministres, qui inclura des propositions pratiques. Le *Groupe de rédaction du CDDH sur les droits de l'homme et l'environnement (CDDH-ENV)* lors de sa 4<sup>e</sup> réunion, du 6 au 8 avril, a adopté un projet de recommandation du Comité des Ministres. Le *Comité de rédaction du CDDH sur la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail (DH-TET)*, lors de sa 4<sup>e</sup> et dernière réunion du 26 au 28 avril, a adopté un projet de recommandation du Comité des Ministres. Les deux projets de textes seront examinés par le CDDH en vue de leur adoption lors de sa réunion de juin.

### Coopération juridique

Les Présidents du [CCJE](#), du [CCPE](#) et de la [CEPEJ](#) ont lancé une plateforme en ligne de solidarité entre professionnels du droit européen pour aider les juges et procureurs ukrainiens et faciliter leur communication avec leurs collègues des autres Etats membres.

L'Avis No. 24 (2021) sur l'évolution des Conseils de la Justice et leur rôle dans les systèmes judiciaires indépendants et impartiaux est maintenant disponible en [croate](#).

Le nouveau [Comité d'experts sur la protection des avocats \(CJ-AV\)](#) a tenu sa [1<sup>ère</sup> réunion](#) du 6 au 8 avril 2022, en vue de l'élaboration d'un futur instrument juridique visant à renforcer la protection de la profession d'avocat. M. Seamus Carroll, Président du [Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement \(CJ/ENF-ISE\)](#), a modéré l'échange sur la promotion des cliniques juridiques comme moyen de renforcer l'accès des enfants à la justice, lors de la Conférence de haut niveau "[Au-delà de l'horizon: une nouvelle ère pour les droits de l'enfant](#)" (Rome, 7-8 avril 2022).

## Mise en œuvre des standards en matière de droits de l'homme, justice et coopération juridique

Le nouveau cours en ligne [HELP sur la cybercriminalité et les preuves électroniques](#), développé avec le Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, a été publié sur <https://help.elearning.ext.coe.int> avec la Convention de Budapest sur la cybercriminalité comme principale référence et couvrant 7 modules de fond. Près de **40 juristes et fonctionnaires détachés du Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme** ont participé à une [session de formation de formateurs HELP organisée conjointement avec la CEDH](#) pour renforcer le pool de tuteurs certifiés HELP.

Le Directeur général des droits de l'homme et de l'État de droit a rencontré le Président de la Cour suprême d'**Ukraine** et la Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien pour discuter des besoins de l'Ukraine dans le contexte de l'agression militaire de la Fédération de Russie.

Un [Groupe consultatif d'experts du Conseil de l'Europe](#) a été créé pour fournir des conseils juridiques stratégiques au Bureau de la Procureure Générale d'Ukraine dans la lutte contre les violations flagrantes des droits de l'homme. En **Arménie**, les parties prenantes nationales ont discuté d'un projet de Stratégie de réformes judiciaires et juridiques 2022-2026. En **Turquie**, des juges et procureurs ont participé à une session de formation pratique sur l'amélioration des raisonnements juridiques dans les jugements pénaux. Le rôle de la Cour de cassation dans la garantie d'une application uniforme de la loi a été examiné lors du [Forum régional de jurisprudence d'Ankara](#).



En **Serbie**, une école régionale sur les droits de l'homme a été organisée pour des étudiants en droit. En **Bosnie-Herzégovine**, une formation de deux jours sur le raisonnement et la rédaction juridiques dans les affaires pénales a été organisée pour les juges et les conseillers juridiques.

Une nouvelle collecte de données en vue du [Tableau de bord de la justice de l'Union Européenne](#) a été lancée par la **CEPEJ**. L'évaluation dans le cadre du projet « [Justice Dashboard EaP](#) » a été envoyée à la Commission européenne. [M. Ramin Garagurbanli, Président de la CEPEJ](#), a participé au [Forum de haut niveau sur la transformation numérique de la justice](#), organisé par le ministère de la Justice d'**Espagne**, pour présenter les outils de cyberjustice de la CEPEJ et les résultats des activités de coopération de la CEPEJ avec la DG REFORM. Des formations et réunions sur des sujets de la CEPEJ tels que la numérisation, la médiation, les indicateurs et la satisfaction des usagers des tribunaux ont été organisées en **Espagne**, **Albanie**, **Tunisie** et au **Kosovo**<sup>1</sup>.

## Exécution des arrêts de la Cour européenne DH

Le Directeur des droits de l'homme et une délégation du Service ont effectué une mission en **Roumanie**. Les échanges de haut niveau ont porté sur les moyens de renforcer la capacité nationale à répondre rapidement et efficacement aux arrêts de la Cour européenne. Les principales questions qui suivent ont notamment été abordées : les conditions dans les hôpitaux psychiatriques et les questions liées au placement et au traitement psychiatriques involontaires ; la réponse du droit pénal aux infractions sexuelles, y compris lorsque les victimes sont des enfants ; la surpopulation, les conditions matérielles et les soins de santé dans les prisons ; et les actions des agents chargés de l'application de la loi et les garanties législatives correspondantes.

Le Service a également effectué une mission en **Bosnie-Herzégovine**. Des réunions ont eu lieu à Mostar avec le Premier Ministre et le Ministre des Finances du canton d'Herzégovine-Neretva ainsi qu'avec le Défenseur public cantonal. Les discussions ont porté sur la manière de faire progresser le paiement par les autorités du canton d'Herzégovine-Neretva des montants accordés par la Cour européenne au titre de la satisfaction équitable, tout comme la mise en œuvre de leur plan d'action pour l'exécution des décisions nationales adoptées en réponse au groupe d'arrêts Kunić et autres. Une session de formation a également été organisée pour le bureau des agents du gouvernement sur la rédaction efficace des plans d'action/rapports dans le but de soumettre des informations complètes sur la mise en œuvre des arrêts de la CEDH.

Une rencontre s'est tenue à Bruxelles entre le Service et le Bureau de **l'Agent du Gouvernement belge**. La procédure d'exécution des arrêts a été longuement expliquée aux nouveaux membres du Bureau et un état des lieux a été effectué des affaires belges actuellement sous la surveillance du Comité des Ministres. Les dossiers [Vasilescu](#) et

<sup>1</sup> Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en pleine conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et sans préjuger du statut du Kosovo

[Mugemangango](#), prévus pour examen à la prochaine réunion DH de juin 2022, ont été discutés en particulier.

## Charte Sociale européenne

Le [Réseau académique sur la Charte sociale européenne et les Droits sociaux](#) (RACSE) a organisé la première édition du concours de plaidoiries relatif à la Charte sociale européenne. Ce concours, bilingue (français-anglais), a été articulé autour d'une réclamation collective fictive et a comporté une phase écrite et une phase orale (« audition » simulée devant le [Comité européen des Droits sociaux](#)). La phase orale a eu lieu à l'Université Saint-Louis-Bruxelles, en **Belgique**, le 1er avril 2022. L'Université de Ferrare a remporté le concours ([suite](#)).

Le 20 avril 2022, le Comité de Ministres a adopté :

- [Recommandation dans le suivi de la plainte collective](#) n° 173/2018 de la CIJ et de l'ECRE contre la **Grèce** sur l'hébergement et le traitement des enfants réfugiés.
- 17 recommandations proposées par le Comité gouvernemental dans le suivi des conclusions dans la procédure de rapports, concernant l'écart de rémunération entre les sexes et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans l'emploi.
- [Résolution dans le suivi de la plainte collective](#) n° 153/2017 d'un syndicat italien sur l'abus présumé de contrats à durée déterminée en Sicile.

Le 21 avril 2022, le projet du Conseil de l'Europe "[Renforcer la protection des droits sociaux et économiques en Géorgie](#)" a lancé le cours en ligne HELP sur les droits du travail en tant que droits de l'homme en **Géorgie**.

## Police, détention, drogues et addictions

### Groupe Pompidou

Les 12 et 13 avril 2022, le Groupe Pompidou a accueilli sa 15ème réunion sur le contrôle du détournement des précurseurs de drogues au siège du Conseil de l'Europe. L'objectif général de cette réunion est de réduire le trafic illicite et de prévenir l'abus de (pré)précurseurs par l'échange d'informations sur les nouvelles tendances, l'évaluation des risques, les meilleures pratiques, l'amélioration du contrôle, la gestion des risques, le profilage, la détection et les mesures d'enquête.

Les 13 et 14 avril 2022, le Groupe Pompidou a accueilli la 9<sup>e</sup> réunion annuelle du groupe d'experts sur les "drogues en ligne" au siège du Conseil de l'Europe. Cette année, l'accent a été mis sur les tendances et le modus operandi du trafic de drogue en ligne, les outils de coopération entre les services répressifs, les technologies de cryptage, les applications de messagerie instantanée et les études de cas.

Le 13 avril, le Groupe Pompidou a coordonné la deuxième réunion technique en ligne du Groupe européen sur le genre et les drogues. L'accent a été mis sur la mise en œuvre d'une approche de genre dans la prévention, le traitement et la justice pénale.

Le Secrétariat s'est rendu à **Chisinau** (République de Moldova) les 20 et 21 avril pour discuter avec les autorités nationales des activités de coopération en cours et des résultats de 10 ans de coopération dans le cadre du projet « Justice pénale et prison ». À cette occasion, le Groupe

Pompidou a présenté une étude menée avec l'Université de Yale sur le rôle de la sous-culture criminelle sur l'accès au traitement assisté par médicaments dans les prisons moldaves et a participé au lancement officiel du module d'apprentissage en ligne récemment développé sur le traitement par agonistes opioïdes (OAT) qui sera utilisé pour la formation du personnel médical travaillant dans le système pénitentiaire.

Le dernier module III du nouveau cours académique de l'Académie internationale de politique des drogues du Groupe Pompidou - Drug Policy Executive Course - a eu lieu à La Valette, à **Malte**, du 26 au 29 avril 2022. Ce module était axé sur le suivi, l'évaluation et la communication.

### **Coopération en matière de Police et de Privation de Liberté**

Des représentants des systèmes pénitentiaires de **Macédoine du Nord et de Serbie** ont rendu visite à leurs homologues de Bosnie-Herzégovine afin de partager leur expérience respective en matière de prévention de la radicalisation dans les prisons et de désengagement des détenus extrémistes violents. En Macédoine du Nord, 12 médecins et membres du personnel médical en milieu carcéral ont approfondi leurs connaissances sur la prévention et le traitement des maladies transmissibles au cours d'une session de formation. À la suite d'une réunion d'un groupe de travail dédié, les responsables du système pénitentiaire albanais rédigent un plan d'action pour déployer au niveau national l'évaluation des risques et des besoins ainsi que la planification individuelle des peines.

En **Géorgie**, un manuel sur la prestation de soins de santé apportés aux détenus ayant des problèmes liés à la consommation de substances a été élaboré à l'intention du personnel médical des centres de détention temporaire. La nouvelle loi sur le Service spécial d'enquête a été analysée au regard de sa conformité aux standards européens. En outre, un nouveau projet a été lancé sur l'amélioration des soins de santé mentale dans les systèmes pénitentiaires et de probation (dont l'échéance a été fixée à fin 2023).

## **Société de l'Information**

### **Intelligence artificielle**



Le Comité sur l'intelligence artificielle (CAI) a tenu sa 1ère réunion plénière à **Rome** du 4 au 6 avril. Le CAI a élu M. Thomas Schneider (Suisse) à la présidence, M. Gregor Strojcin (Slovénie) à la vice-présidence et sept autres membres du Bureau. La réunion a été précédée d'un « segment de haut niveau » le 4 avril, co-organisé avec la présidence italienne. Le segment de haut niveau a réuni M. Benedetto Della Vedova, sous-secrétaire d'État (MAE), Italie, et M. Bjørn Berge, secrétaire général adjoint et a réuni un certain nombre d'orateurs éminents du gouvernement, du monde universitaire et des entreprises axés sur l'IA et les droits de l'homme.

### **Médias**

Les 31 mars et 1er avril et les 4 et 5 avril, les comité d'experts du CDMSI, [MSI-RES sur le renforcement de la résilience des médias](#) et [MSI-SLP sur les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique](#), ont tenu leur première réunion et ont discuté des travaux à venir sur les projets attendus (projet de lignes directrices sur l'utilisation des outils numériques, y compris l'intelligence artificielle, pour le journalisme et les bonnes pratiques pour le financement durable des médias ; projet de recommandation sur les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique). Le 31 mars, la DSI a organisé un [webinaire](#) consacré au témoignage de la journaliste ukrainienne Anna Murlykina de Marioupol.

Les 28 et 29 avril, une conférence en ligne sur la liberté d'expression dans le discours politique a eu lieu, organisée par **l'Université de Genève** avec le soutien du Conseil de l'Europe. La Secrétaire générale, la Commissaire aux Droits de l'Homme, des parlementaires, des juges de la Cour européenne des droits de l'homme, des experts des organes du Conseil de l'Europe et d'autres Organisations internationales, des universitaires ainsi que des représentants du Secrétariat ont discuté de la portée de la liberté d'expression dans le discours politique, des politiciens et des candidats, et des limites de ce droit fondamental, protégé par l'article 10 de la CEDH. Il a également été examiné dans quelle mesure la technologie de l'Internet pose des défis particuliers dans ce domaine.

### **Coopération sur la liberté d'expression**

En Serbie, 35 juges et procureurs ont suivi la deuxième [série de cours tutorés en ligne](#) sur la "liberté d'expression" et la "protection et la sécurité des journalistes", organisés conjointement avec l'Académie judiciaire de **Serbie** ; et 15 avocats ont été formés [aux discours de haine](#) en coopération avec le Barreau de la Fédération de **Bosnie-Herzégovine**. En **Macédoine du Nord** et en **Géorgie**, des journalistes et des avocats ont discuté des litiges abusifs (SLAPP) dans le cadre d'événements sur mesure. Au **Kosovo**<sup>\*</sup>, le [3ème comité directeur](#) a eu lieu et a fait le point sur les résultats archivés de HF II/JUFREX. En **Moldavie**, l'engagement avec le Parlement du pays dans l'examen d'un projet de loi sur la désinformation est entré en action ; tandis qu'en Géorgie, la Convention du CdE sur l'accès aux documents officiels a réuni 16 institutions publiques pour discuter des perspectives de ratification du traité. En **Tunisie**, le Centre de ressources pour le régulateur de l'audiovisuel tunisien (HAICA), soutenu par le projet UE-CoE, a été entièrement mis [en ligne](#).

### **Cybercriminalité**

Les projets de renforcement des capacités en matière de cybercriminalité mis en œuvre par le Bureau du programme sur la cybercriminalité (C-PROC) ont soutenu une série d'activités sur la cybercriminalité dans différentes régions du monde et ont publié d'autres guides et matériels de formation. Par exemple, le cours de formation HELP sur la cybercriminalité et les preuves électroniques a été publié. Le Bureau C-PROC, en coopération avec INTERPOL, a publié un guide sur les stratégies de formation des services de police. Le C-PROC a organisé un autre atelier de praticiens du Réseau international des formateurs judiciaires consacré à l'exploitation et à l'abus sexuels des enfants en ligne. La réforme de la législation sur la cybercriminalité à **Nauru** a été soutenue par deux autres ateliers. **L'Equateur** a été invité à adhérer à la Convention sur la cybercriminalité grâce au soutien apporté par le projet GLACY+. Le groupe de travail du T-CY sur les enquêtes sous couverture et l'extension des perquisitions a tenu une autre réunion. La Division Cybercriminalité a poursuivi la préparation de la Conférence sur le renforcement de la coopération et de la divulgation des preuves électroniques et l'ouverture à la signature du Deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest qui se tiendra les 12-13 mai à Strasbourg.

### **Protection des données**

Le Conseil de l'Europe et la Convention 108 étaient fortement présents au 1<sup>er</sup> Colloque sur la vie privée, à **Venise** (4-7 avril), avec la participation de la Présidente du Comité de la Convention 108 et une implication substantielle de l'unité protection des données. Les 19 et 20 avril, une coopération avec le **Chili** a été lancée en appui au développement de sa législation sur la protection des données. Le 21 avril, la cheffe de l'unité était co-modératrice

---

\* Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, qu'elle concerne le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en plein conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo

d'un Colloque sur l'accès aux données, organisé par la Présidence française du Conseil de l'Union européenne et le 27 avril, un projet de document de politique sur la protection des données a été présenté et débattu avec le groupe de travail chargé de la future législation en matière de protection des données du **Vanuatu**.

## Lutte contre la criminalité économique

### GRECO

Le Président du GRECO, Marin Mrčela (Croatie), s'est exprimé lors d'une audition de la Commission du Règlement, des Immunités et des Affaires institutionnelles de l'APCE sur le rapport sur "Le respect de l'Etat de droit et la lutte contre la corruption au sein du Conseil de l'Europe" le 29 avril. La Secrétaire Exécutive du GRECO, Hanne Juncher, s'est exprimée lors d'une audition du LIBE Groupe de surveillance de la démocratie, de l'état de droit et des droits fondamentaux (DRFMG) du Parlement européen sur "La situation en Grèce" le 28 avril. Le Secrétariat du GRECO est également intervenu lors d'une table ronde sur "Une approche pratique de la transparence dans le lobbying" en Estonie le 12 avril. Le GRECO a **publié** quatre rapports concernant le 4ème Cycle (prévention de la corruption et promotion de l'intégrité des parlementaires, des juges et des procureurs): le 2e rapport de conformité intérimaire sur l'**Autriche** et la **Serbie**, l'addendum au 2e rapport de conformité sur la **France** et le 2e rapport de conformité sur l'**Ukraine**, ainsi que le rapport d'évaluation du 5ème Cycle sur la **Lituanie** (prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux et des services répressifs).

### MONEYVAL

MONEYVAL a lancé les évaluations mutuelles du **Monténégro** et de l'**Azerbaïdjan** et a effectué une visite sur place à **Malte** conjointement avec le Groupe d'action financière (GAFI). La présidente de MONEYVAL a participé à une réunion ministérielle de haut niveau du GAFI le 21 avril.

### Criminalité Economique et de la Coopération

En coopération avec la DG Réforme de la Commission européenne, une conférence a été organisée sur le thème "Risques et tendances du financement de la prolifération - relever les défis actuels" à Prague, en **République tchèque**. La conférence a permis aux représentants des institutions de 10 Etats membres de l'UE d'échanger leurs points de vue sur leurs pratiques nationales en la matière.

Une formation entre pairs sur les enquêtes, les poursuites et les jugements en matière de financement du terrorisme a renforcé les capacités des autorités de justice pénale au **Kosovo\***.

Une conférence pour discuter de l'avancement de la mise en œuvre du projet "Prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme en **Serbie**" a suscité un vif intérêt de la part des institutions bénéficiaires et d'autres parties prenantes en Serbie, ce qui a confirmé la pertinence du projet et la contribution importante qu'il apporte à la Serbie dans l'introduction de mesures efficaces de lutte contre le blanchiment d'argent.

---

\* Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, qu'elle concerne le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en plein conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

Une table ronde avec le ministère de la Justice de **Turquie** a permis d'examiner les conclusions et les propositions résultant de l'évaluation du cadre législatif de l'entraide judiciaire et de l'extradition, effectuée par la Division ECCD.

Le cours en ligne du Conseil de l'Europe intitulé "Introduction à la prévention de la corruption" a été lancé lors d'un événement en ligne. Il s'agit du premier cours en ligne du Conseil de l'Europe sur ce sujet et il sera hébergé sur la plateforme HELP.

La Cheffe de service, Hanne Juncher, ainsi que le Chef du bureau de Belgrade, ont organisé deux sessions en ligne très suivies avec la communauté diplomatique du CdE à **Belgrade** et les donateurs, ainsi qu'avec les médias et les OSC, afin de sensibiliser au contexte et aux priorités du travail du CdE dans les domaines de la criminalité économique, de la corruption et de la convention medicrime.

## **Droit pénal et lutte contre le terrorisme**

### **Droit pénal**

Lors de sa 2e réunion, les 21 et 22 avril 2022, le **Groupe de travail du CDPC sur les droits des victimes (CDPC-VR)** a poursuivi son examen du projet de Recommandation sur les droits, les services et le soutien aux victimes de la criminalité et de son projet de rapport explicatif, afin de remplacer la Rec(2006)8 sur l'assistance aux victimes d'infractions.

### **MEDICRIME, Trafic d'organes humains et biens culturels**

Les principaux événements ont été centrés sur la promotion de la [Convention MEDICRIME](#) auprès des différentes parties prenantes. La Convention a été présentée au Vice-Ministre colombien de la Justice (6 avril) et à la communauté diplomatique en **Serbie** (12 avril) ; une session de formation a été organisée pour **l'Association internationale des douaniers francophones** (22 avril) ; une activité régionale d'échange d'expérience dans 11 pays d'Afrique orientale et centrale (25-29 avril). Le **Maroc a ratifié** la Convention MEDICRIME (19/04/2022) et la **Lituanie a signé** ladite convention (21/04/2022). La [convention de Nicosie](#) est [entrée en vigueur](#) le 1er avril 2022, date à laquelle l'**Italie** a ratifié cette convention.

### **Lutte contre le terrorisme**

**Le Bureau du Comité de lutte contre le terrorisme (CDCT)** s'est réuni les 7 et 8 avril 2022 pour discuter des activités finalisées, en cours et à venir sous les auspices du CDCT, et de la 8ème Plénière prévue en mai 2022. Au titre des développements majeurs, le Bureau a salué l'adoption de la Recommandation sur l'utilisation d'informations recueillies dans des zones de conflit comme preuves dans le cadre de procédures pénales relatives à des infractions terroristes et de la Recommandation sur l'évaluation des risques présentés par les individus mis en cause ou condamnés pour infractions terroristes, la finalisation d'un projet de rapport sur les menaces terroristes émergentes (qui sera examiné par la Plénière en mai) et le début des travaux sur la nouvelle Stratégie de lutte contre le terrorisme. Il a également pris note de l'avancement de la mise en œuvre des actions en suspens dans le cadre de l'actuelle Stratégie de lutte contre le terrorisme, en vue de leur finalisation dans les délais prévus, c'est-à-dire avant la fin de 2022.